

Impasse diplomatique du CMJD

Arrivé au pouvoir par la force d'un coup d'État militaire, la junte dirigée par le colonel Ely Ould Mohamed Vall éprouve toujours des peines à se faire accepter à l'extérieur. Trois mois après l'entame de son offensive diplomatique, son équipe constate que les choses n'ont guère évolué. L'arrivée annoncée de Me Wade à Nouakchott pourrait-elle mettre fin à cet isolement ?

La visite prévue à Nouakchott de Me Abdoulaye Wade, président du Sénégal, sera la première sortie officielle d'un chef d'État étranger en Mauritanie depuis le changement du 3 août 2005. Cette visite coïncidera vraisemblablement avec le séjour d'une mission des Nations Unies qui se penchera sur les modalités de l'aide que l'organisation onusienne pourrait apporter au pays pour réussir son processus de transition. Elle interviendra aussi quelques semaines après que l'Organisation internationale de la Francophonie eut levé la suspension qui frappait la Mauritanie depuis le coup d'État militaire.

Ce ballet diplomatique est le couronnement d'une série de va-et-vient des missions diligentes par les différentes organisations internationales intéressées par la situation en Mauritanie (Union africaine, Ligue arabe, Union européenne, Groupe ACP, Groupe des Parlementaires africains, Union du Maghreb arabe, Ligue Arabe).

Si le CMJD et son programme de transition semblent avoir bénéficié d'un soutien quasi-unanime de l'ensemble des partenaires étrangers de la Mauritanie, l'heure n'est toutefois plus au grand amour entre la Mauritanie et le monde extérieur. Jusqu'à l'heure actuelle, trois mois presque après le renversement de Ould Taya, aucune visite de marque n'a été enregistrée à Nouakchott. Exception faite de l'escale d'une heure, effectuée par le président Bissau-guinéen de retour de Paris, aucun chef d'État étranger n'est venu témoigner de son amitié et de son soutien au nouvel homme fort de Nouakchott. Aussi, à l'occasion du début du mois béni de Ramadan, aucun chef d'État musulman n'a adressé ses vœux traditionnels de bonheur au nouveau chef d'État. Aucun nouvel ambassadeur n'a encore été accrédité auprès de lui. La Mauritanie ne s'est, elle aussi, impliquée dans aucune démarche de médiation dans les conflits qui déchirent l'Afrique; hormis la brève visite à Banjul du ministre des Affaires étrangères, Ahmed Ould Sid'Ahmed, sur fond de crise sénégalogambienne consécutive au blocage imposé par le Sénégal contre la Gambie, en représailles à l'augmentation des taxes de passage des camions sénégalais vers ce pays.

Dans le dossier des réfugiés clandestins qui secoue actuellement la zone nord du pays, le gouvernement mauritanien a observé un silence de plomb. C'est à peine qu'un haut responsable du ministère de l'Intérieur a notifié que les autorités mauritaniennes n'accepteront pas d'accueillir ce flot d'immigrés africains sur leur sol. La politique d'Autriche a encore prévalu. Récemment, le Premier ministre Sid

Mohamed Ould Boubacar a effectué un aller-retour éclair à Dakar (2 heures d'horloge). Il a été reçu avec tous les égards par le président sénégalais. À sa sortie d'audience, il a déclaré aux journalistes que le président sénégalais allait se rendre bientôt en Mauritanie pour une visite officielle.

Convaincre

De sources diplomatiques, la visite de Me Wade portera essentiellement sur les voies et moyens susceptibles d'amener le président Olusgun Obasandjo, président en exercice de l'union africaine, à reconnaître le CMJD. Resté figé sur ses positions par rapport à la situation en Mauritanie, le président nigérian conditionne sa reconnaissance du nouvel ordre instauré à Nouakchott, à la satisfaction par le CMJD des impératifs de taille : la limitation de la période de transition à un an, la résolution des dossiers des droits de l'homme, un engagement ferme pour l'abolition de l'esclavage et l'ouverture des négociations avec les partis politiques du pays. Le plus embarrassant dans la position du président en exercice de l'Union Africaine est qu'elle détermine celle des États Unis et de la Grande Bretagne qui assure la présidence de l'Union Européenne. Ces deux groupes ont toujours été le wagon-remorque de tous les partenaires mauritaniens au développement.

Coopération

Sur le plan bilatéral, les relations mauritano-sénégalaises restent marquées par les séquelles de la sanglante rupture de 1989. La présence sur le sol sénégalais de milliers de réfugiés mauritaniens tout au long de la rive gauche de la Vallée, continue de constituer une épine dans ces relations. Le Sénégal, qui a échoué dans ses tentatives de convaincre les occupants des camps à se naturaliser, n'a pas trouvé plus de succès lorsqu'il tenta d'amener les autorités de Nouakchott à accepter le retour organisé des déportés.

Au nord, les relations entre la Mauritanie et le Maroc restent stables. Le Royaume chérifien a été le premier pays à dépêcher un émissaire à Nouakchott après le coup d'État du 3 août, tout comme il continue de marquer sa présence économique en Mauritanie, par le biais de ses opérateurs économiques (Mauritel, importateurs de produits de consommation...)

Par contre, les relations avec l'Algérie sont de plus en plus distantes. Le pays de Boufflika avait mal pris la mise en index à peine voilée des Algériens du GSPC dans l'agression de Lemghayti. Elle a aussi énergique-

ment protesté contre l'arrestation et la soumission à des séances de tortures de deux de ses ressortissants, qui croupissent actuellement à la prison civile de Nouakchott au même titre que 20 autres islamistes.

Partenaire

La récente tournée du nouvel émissaire du Secrétaire Général des Nations Unies qui l'avait conduit à Nouakchott, semble faire de la Mauritanie, un partenaire privilégié dans toute évolution ultérieure de la question du Sahara occidental. Les deux géants du Maghreb peinent chacun de son côté, que la position de la Mauritanie est favorable à l'autre. Et le Front Polisario, à mi-cheval entre les camps de Tindouf et l'extrême nord de la Mauritanie en tire toutes les ficelles.

En tout état de cause, le n'a pas encore trouvé ses marques diplomatiques. Pourtant, les nombreux problèmes internes du pays, qu'ils soient économiques (déficit budgétaire) politiques (processus de transition, déportés et réfugiés), sociaux (prix de produits de consommation) requièrent le concours de partenaires étrangers favorables et rassurés. La réussite de la transition en Mauritanie fera renaitre l'espoir dans toute l'Afrique de l'ouest et le Maghreb. Ce sera le gage d'une zone démocratiquement pacifiée. En cas d'échec, le cas de la Mauritanie deviendra un nouveau cauchemar, voire une nouvelle menace pour la stabilité dans toute la région.

Omar El Moctar